

CHAPITRE 1

Trump achète le Groenland

Quand l'Arctique devient une propriété stratégique

Entrée immersive

La phrase tombe dans l'air comme une blague trop grosse pour être seulement une blague.

Acheter le Groenland.

Dans les rédactions, on sourit d'abord. Dans les chancelleries, on se raidit un peu. À Copenhague, on comprend immédiatement que la plaisanterie n'est pas drôle, parce qu'elle touche à cette vieille zone sale de l'Histoire où les territoires, les peuples et les ressources se retrouvent soudain traités comme des actifs négociables. À Nuuk, la capitale groenlandaise, le malaise est plus intime encore. Personne n'a envie d'apprendre, entre deux titres internationaux et trois plaisanteries de plateau télé, que sa terre vient d'être évoquée comme un bien immobilier exotique par le président des États-Unis.

Dans notre Histoire, le Danemark refuse. La formule est nette : le Groenland n'est pas à vendre. Le monde classe l'épisode dans la grande armoire des étrangetés trumpiennes, déjà bien encombrée. On rit, on commente, on produit des caricatures, on ressort l'achat de l'Alaska, on parle d'un caprice de promoteur devenu président, d'un homme qui regarderait la carte du monde comme un catalogue de propriétés mal exploitées.

Mais le rire est parfois une défense un peu lâche. Il évite de regarder la logique sous l'absurde.

Car le Groenland n'est pas seulement une immense île blanche au nord des cartes. Ce n'est pas seulement un territoire lointain, froid, peu peuplé, vaguement associé aux icebergs, aux aurores boréales et aux ours que les brochures touristiques adorent transformer en décor moral. Le Groenland est une position stratégique. Un verrou arctique. Une masse territoriale entre l'Amérique du Nord, l'Europe et la Russie. Un accès aux routes maritimes du futur. Un réservoir potentiel de ressources critiques. Une plateforme militaire déjà liée aux États-Unis par la base de Thulé.

En 2019, Donald Trump ne fait donc pas seulement une sortie grotesque. Il dit trop directement ce que d'autres préfèrent envelopper dans des mots propres. L'Arctique devient une zone de compétition mondiale. Le climat fond, les appétits remontent. Les glaces reculent, les cartes se

rouvrent. Les grandes puissances regardent le pôle Nord non plus comme une marge, mais comme une prochaine frontière.

La question n'est pas seulement : comment un président a-t-il pu imaginer acheter le Groenland ?

La vraie question est plus désagréable : pourquoi cette idée, une fois débarrassée de son emballage ridicule, avait-elle une logique stratégique ?

C'est là que l'uchronie commence. Non dans le rire. Dans le moment où le rire s'arrête.

Le réel historique

En août 2019, Donald Trump confirme publiquement son intérêt pour l'achat du Groenland. L'idée paraît extravagante, mais elle n'est pas inventée dans un vide historique. Le Groenland est un territoire autonome rattaché au Royaume du Danemark. Il dispose de ses propres institutions pour une large partie des affaires internes, tandis que Copenhague conserve notamment la responsabilité de la politique étrangère et de la défense. Cette situation donne au territoire une place particulière : autonome, mais pas pleinement indépendant ; immense, mais dépendant ; central dans les futurs équilibres arctiques, mais politiquement lié à un petit État européen.

La réaction danoise est immédiate. La Première ministre Mette Frederiksen rejette l'idée et rappelle que le Groenland n'est pas à vendre. La réponse, ferme et presque sèche, provoque l'irritation de Donald Trump, qui annule une visite officielle au Danemark. L'incident diplomatique paraît bref, mais il expose un décalage profond. Pour Copenhague, la proposition américaine est une absurdité diplomatique et morale. Pour Washington, du moins dans l'esprit de Trump et de certains cercles stratégiques, elle s'inscrit dans une longue histoire d'intérêt américain pour ce territoire.

Cet intérêt ne date pas de 2019. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient déjà envisagé l'achat du Groenland. En 1946, l'administration Truman propose au Danemark une somme importante pour acquérir l'île. Le contexte est alors celui de la guerre froide naissante. L'Arctique devient un espace militaire crucial, car les routes les plus courtes entre les États-Unis et l'Union soviétique passent par le nord. La possession ou le contrôle du Groenland offrirait à Washington une profondeur stratégique considérable : surveillance, bases aériennes, ra-

dars, alerte antimissile, projection dans l'Atlantique Nord et le cercle polaire.

Le Danemark refuse la vente, mais la présence américaine s'installe autrement. La base de Thulé, au nord-ouest du Groenland, devient l'un des grands points d'appui de la défense américaine dans l'Arctique. Elle joue un rôle dans la surveillance du ciel polaire, la détection des missiles et les dispositifs militaires liés à l'espace. Le Groenland n'est donc pas un territoire extérieur à la stratégie américaine. Il en fait déjà partie, mais sous forme d'accords, de présence militaire et d'alliances. Trump ne sort pas l'idée de nulle part. Il la formule avec cette brutalité immobilière qui transforme une logique géopolitique en phrase de comptoir présidentiel.

Le contexte climatique rend cette logique encore plus forte. Le réchauffement de l'Arctique modifie les équilibres physiques de la région. La fonte des glaces ouvre progressivement l'accès à de nouvelles routes maritimes saisonnières ou potentielles, notamment le passage du Nord-Est le long des côtes russes, le passage du Nord-Ouest au Canada et, à plus long terme, des routes transpolaires. Ces routes promettent de réduire certaines distances commerciales entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord. Ce qui était longtemps une frontière gelée devient un espace de circulation, donc de rivalité.

Les ressources ajoutent une autre couche à cette convoitise. Le Groenland possède des ressources minières, dont des terres rares, de l'uranium, du zinc, du fer et d'autres minerais stratégiques. Les terres rares, en particulier, intéressent les industries de haute technologie, les batteries, les énergies renouvelables, les équipements militaires et les chaînes d'approvisionnement critiques. Dans un monde où la dépendance occidentale à certains approvisionnements chinois inquiète de plus en plus, le Groenland apparaît comme une réserve potentielle majeure. La glace ne protège plus seulement un territoire. Elle protège un coffre.

La Russie observe aussi l'Arctique comme un espace naturel d'affirmation stratégique. Elle possède une longue façade arctique, développe des bases, modernise ses capacités militaires polaires, investit dans des brise-glace et revendique une place centrale dans la gouvernance du Grand Nord. Pour Moscou, l'Arctique n'est pas un décor : c'est un prolongement de sa souveraineté, de sa puissance énergétique et de sa posture militaire.

La Chine, bien qu'elle ne soit pas un État arctique, cherche également à s'insérer dans la région. Elle se présente comme une puissance « proche de l'Arctique », développe des programmes scientifiques, s'intéresse aux

routes polaires et intègre la perspective d'une route de la soie polaire à sa stratégie globale d'infrastructures. Pékin avance moins par drapeaux que par recherche, investissement, données, ports, partenariats et patience. Ce n'est pas moins stratégique. C'est seulement moins bruyant.

Dans ce contexte, l'épisode Trump révèle une vérité simple : les grandes puissances regardent le Groenland comme un morceau d'avenir. Les médias ont ri d'une phrase, mais les stratèges ont reconnu une carte. L'idée d'achat paraît archaïque parce qu'elle renvoie aux transactions territoriales d'un autre temps : la Louisiane, l'Alaska, les îles achetées, cédées, vendues ou échangées entre puissances comme si les habitants étaient des meubles inclus dans la vente. Pourtant, la logique n'a jamais entièrement disparu. Elle s'est modernisée. On parle désormais de bases, de partenariats, de concessions minières, d'accords de défense, d'investissements, de connectivité, de développement.

Le territoire n'est plus toujours conquis. Il est intégré, financé, sécurisé, exploité, connecté, administré, valorisé. Charmant vocabulaire. La brutalité contemporaine a appris à porter un costume plus propre.

Dans notre Histoire, le refus danois empêche la proposition d'aller plus loin. Le Groenland ne devient pas américain. L'affaire reste un épisode diplomatique étonnant, révélateur, mais sans conséquence territoriale directe.

Dans cette autre Histoire, Copenhague ne ferme pas la porte.

Le point de rupture

Le point de rupture ne commence pas par une signature. Il commence par une hésitation.

Dans cette ligne temporelle alternative, la Première ministre danoise ne rejette pas immédiatement la proposition américaine avec la même netteté. Officiellement, elle rappelle que le Groenland n'est pas un simple actif négociable. Officieusement, une cellule diplomatique est formée. Les États-Unis ne parlent plus seulement d'achat. Le mot est trop cru, trop colonial, trop facile à attaquer. Les conseillers américains remplacent rapidement la brutalité initiale par un vocabulaire plus acceptable : partenariat stratégique, transfert de souveraineté négocié, statut spécial, autonomie renforcée, sécurité arctique, garantie de développement, protection contre les ambitions russes et chinoises.

Le Danemark se trouve alors pris dans une contradiction. D'un côté, vendre le Groenland apparaît comme moralement indéfendable. Le terri-

toire est habité, majoritairement inuit, doté d'une histoire marquée par la colonisation, l'autonomie progressive et les aspirations indépendantistes. Le réduire à une transaction reviendrait à piétiner toute la logique contemporaine de l'autodétermination. De l'autre côté, le Groenland représente une charge financière, une responsabilité stratégique et un espace de plus en plus difficile à protéger dans une région où les puissances majeures avancent leurs pions.

Washington propose donc autre chose qu'un chèque. L'accord américain comprendrait un programme d'investissements massifs : infrastructures portuaires, routes, aéroports, hôpitaux, réseaux numériques, écoles, logements, soutien à l'emploi local, modernisation énergétique, fonds de transition pour les communautés groenlandaises. Le Danemark recevrait des compensations économiques, des garanties militaires renforcées, des avantages diplomatiques et un partenariat arctique privilégié avec les États-Unis. L'opération serait présentée non comme une vente, mais comme un réalignement stratégique.

À Nuuk, la classe politique groenlandaise est divisée. Les indépendantistes y voient une trahison possible, un changement de tutelle déguisé en opportunité. Certains responsables économiques y voient au contraire une chance de sortir de la dépendance danoise, d'obtenir des moyens que Copenhague n'a jamais voulu ou pu fournir à cette échelle. Une partie de la jeunesse urbaine, fatiguée du paternalisme danois et séduite par les promesses américaines, regarde l'accord avec prudence mais intérêt. Les communautés plus attachées à la souveraineté culturelle et au contrôle local des terres y voient une dépossession gigantesque.

Le débat aurait dû déboucher sur un référendum. C'est précisément là que la ligne se brise. Sous pression de Washington, de Copenhague et d'une partie des élites locales, le processus est accéléré. On promet une consultation future sur le statut final, mais pas avant la période de transition. La justification est simple : l'Arctique évolue vite, la Russie avance, la Chine investit, le climat transforme les routes, les ressources exigent une protection, les infrastructures nécessitent des décisions urgentes. Comme toujours, l'urgence sert à remplacer le consentement par la procédure.

Un traité est donc annoncé. Le Groenland devient un territoire spécial sous souveraineté américaine, avec une période transitoire de dix ans. Les institutions locales sont maintenues, mais les domaines stratégiques – défense, sécurité, ressources critiques, infrastructures majeures, espace aérien, contrôle maritime, télécommunications sensibles – passent progressivement sous administration américaine. La population groenlandaise reçoit un statut spécifique, avec promesse d'accès progressif à la ci-

toyenneté américaine et maintien de certains droits locaux. Le Danemark conserve des liens culturels, économiques et diplomatiques pendant la transition, mais perd la souveraineté.

La signature a lieu à Copenhague, dans une salle trop claire pour un acte aussi sombre. Les drapeaux sont alignés, les formules sont prudentes, les sourires sont mesurés. Le texte parle de coopération historique, de sécurité commune, de prospérité arctique, d'avenir partagé. Il ne parle pas de butin. Les traités bien rédigés ont cette qualité : ils font disparaître les mots qui pourraient réveiller les morts.

Le monde comprend alors qu'une limite vient d'être franchie.

Au XXI^e siècle, un territoire immense, habité, stratégique, vient de changer de souveraineté par transaction diplomatique et compensation économique. Sans invasion. Sans guerre. Sans conquête classique. Sans consentement populaire immédiat et direct. L'ordre international n'est pas officiellement brisé, mais il est fissuré avec une élégance juridique presque insultante.

L'Histoire ne recule pas toujours en bottes. Parfois, elle revient avec des annexes, des garanties et une police de caractères rassurante.

Première vague de conséquences

La première vague est diplomatique, politique et émotionnelle.

L'Union européenne reçoit l'annonce comme un choc. Le Danemark est un État membre de l'Union, même si le Groenland lui-même a un statut particulier et ne fait pas partie de l'Union européenne depuis longtemps. Pourtant, la portée stratégique de la cession dépasse largement le cadre danois. Un territoire majeur de l'espace nord-atlantique bascule sous souveraineté américaine sans consultation européenne réelle. Bruxelles découvre, une fois de plus, que les grands gestes géopolitiques ne demandent pas toujours la permission aux institutions qui écrivent les plus longs communiqués.

La France, l'Allemagne, les pays nordiques et plusieurs États européens dénoncent une décision dangereuse. Les mots sont forts : précédent, marchandisation territoriale, atteinte à l'autodétermination, déstabilisation arctique. Mais les moyens d'action restent faibles. L'Union européenne peut protester, demander des garanties environnementales, saisir des forums internationaux, réclamer une enquête sur le processus de décision, mais elle ne peut pas annuler un accord bilatéral signé par le Danemark et les États-Unis. La souveraineté nationale, que l'Union croyait

encadrer par le droit et les procédures communes, surgit soudain comme un animal plus ancien.

Le Danemark se retrouve politiquement fracturé. Le gouvernement affirme avoir agi dans l'intérêt stratégique du royaume, du Groenland et de la sécurité occidentale. L'opposition accuse l'exécutif d'avoir vendu un territoire qu'il n'avait pas moralement le droit de vendre. Des manifestations éclatent à Copenhague. Certains Danois découvrent brutalement la dimension coloniale non résolue de leur relation au Groenland. D'autres, plus cyniques, demandent pourquoi il faudrait continuer à financer un territoire qui voulait parfois l'indépendance mais refusait le coût réel de celle-ci. La dignité nationale et la comptabilité publique commencent à se disputer. C'est rarement un beau spectacle.

Au Groenland, la réaction est plus intense encore. Nuuk devient le centre d'une colère mondiale. Les indépendantistes dénoncent un changement de maître. Les organisations autochtones parlent de dépossession. Les drapeaux groenlandais sont brandis devant les bâtiments officiels. Des slogans apparaissent : « Nous ne sommes pas à vendre », « Pas de souveraineté sans consentement », « Notre terre n'est pas une garantie stratégique ». Les autorités locales pro-accord répondent que le traité assure des investissements historiques, des emplois, une protection militaire et un avenir économique qui aurait été impossible sous la seule tutelle danoise.

La société groenlandaise se divise en trois courants.

Le premier refuse catégoriquement la cession et réclame l'indépendance pure. Pour lui, le Danemark a trahi et les États-Unis ont acheté ce qu'ils n'avaient aucun droit moral de posséder. Le deuxième, attaché à la relation avec le Danemark, regrette la rupture et craint la brutalité américaine. Le troisième, plus pragmatique ou plus impatient, accepte le basculement au nom du développement. Il veut des routes, des ports, des emplois, des hôpitaux, une connexion au monde, et moins de discours paternalistes sur l'identité pendant que les infrastructures restent insuffisantes.

Les États-Unis, eux, organisent leur communication. Donald Trump présente l'accord comme la plus grande acquisition stratégique depuis l'Alaska. Il parle de génie diplomatique, de sécurité, de prospérité, de routes arctiques, de ressources critiques. Ses partisans célèbrent un coup historique. Ses adversaires dénoncent un mélange de néocolonialisme, de spectacle nationaliste et de transaction dangereuse. Mais dans les cercles militaires et stratégiques américains, l'enthousiasme dépasse les clivages

partisans. Le Groenland américain offre à Washington un avantage considérable dans l'Arctique.

La Russie réagit avec colère. Moscou qualifie l'accord d'annexion contractuelle et accuse les États-Unis de militariser le Grand Nord. Les médias russes répètent que Washington révèle enfin son vrai visage impérial. Le Kremlin dénonce le mépris de l'autodétermination, tout en omettant avec une pudeur touchante ses propres habitudes lorsqu'il s'agit de respecter les frontières des voisins. Les empires sont souvent très sensibles aux principes lorsqu'ils sont violés par les autres.

La Chine condamne l'opération dans un langage plus froid. Pékin parle de précédent dangereux, de marchandisation de la souveraineté et de menace pour la gouvernance pacifique de l'Arctique. Mais derrière la posture, la Chine comprend que les États-Unis viennent de lui fermer une porte stratégique. Ses investissements potentiels au Groenland, ses projets scientifiques et ses ambitions de présence durable dans l'Arctique occidental se heurtent désormais à une souveraineté américaine directe. Pékin ne perd pas un territoire qu'il possédait. Il perd une marge où il aurait pu avancer.

Les Nations unies se saisissent du dossier, mais l'affaire est juridiquement glissante. Le Danemark était souverain. Les États-Unis ont signé un traité. Le Groenland dispose d'institutions autonomes, mais le processus transitoire promet des consultations futures. Tout est contestable moralement, mais défendable techniquement. C'est souvent dans cette zone que les grandes puissances aiment opérer : assez légal pour ne pas être annulé, assez violent pour changer le réel.

Pendant que le monde débat, les États-Unis s'installent.

Deuxième vague de conséquences

La deuxième vague est matérielle. Elle transforme le territoire.

Les premiers mois voient arriver des équipes fédérales américaines, des responsables militaires, des ingénieurs, des experts en énergie, des consultants, des juristes, des géologues, des spécialistes des infrastructures polaires et des représentants d'entreprises. Le Groenland devient soudain un chantier administratif. Les bureaux se remplissent de badges, de câbles, de cartes, de drones, de rapports, de traducteurs, de contrats, de dispositifs de sécurité. La souveraineté ne se contente pas de flotter sur un drapeau. Elle arrive par conteneurs.

Un gouverneur spécial américain est nommé pour superviser la transition avec les institutions groenlandaises. Le dollar est introduit progressivement comme monnaie de référence pour les contrats stratégiques et les investissements fédéraux. Les documents officiels liés à la défense, aux ressources et aux infrastructures passent à l'anglais. Des programmes de formation sont lancés pour intégrer des fonctionnaires locaux à la nouvelle administration. Les écoles reçoivent des financements. Les universités américaines ouvrent des partenariats. Des bourses sont promises aux étudiants groenlandais.

Tout cela ressemble à une modernisation. En partie, cela en est une. Des routes sont construites ou améliorées. Des ports sont agrandis. Des hôpitaux sont rénovés. Des infrastructures numériques sont déployées. Des villages isolés reçoivent des équipements longtemps demandés. Des emplois apparaissent dans la construction, la logistique, la sécurité, l'administration, les services, l'extraction et les technologies. Une partie de la population ressent concrètement l'arrivée de moyens qu'elle n'avait jamais vus à cette échelle.

C'est précisément ce qui rend la domination plus difficile à dénoncer. Elle ne se présente pas seulement avec des soldats. Elle arrive avec des salaires, des antennes, des bourses, des cliniques, des routes et des promesses. Une domination qui améliore certaines vies immédiates n'en devient pas automatiquement juste. Elle devient plus solide.

La base de Pituffik, anciennement base de Thulé, est la première grande bénéficiaire stratégique. Elle est agrandie, modernisée, renforcée. Ses systèmes de surveillance radar et spatiale sont mis à jour. De nouvelles pistes sont construites ou adaptées. Des installations souterraines et des centres de données militaires sont développés. Les États-Unis créent un commandement arctique avancé, chargé de coordonner la surveillance du Grand Nord, la détection antimissile, la sécurité des routes polaires, la présence navale et la surveillance des activités russes et chinoises.

L'Arctique devient un théâtre militaire à part entière. Ce qui était un espace extrême, difficile, souvent périphérique dans l'imaginaire public, entre dans la logique des zones prioritaires. Les exercices américains se multiplient avec le Canada, la Norvège, l'Islande et certains alliés de l'OTAN. Les navires américains renforcent leur présence. Les drones de surveillance à longue endurance opèrent depuis des bases modernisées. Les satellites spécialisés observent les glaces, les navires, les changements de routes, les émissions, les mouvements militaires.

Les ressources minières deviennent l'autre grand chantier. Les contrats existants sont réexaminés. Les entreprises chinoises ou liées à des intérêts chinois sont écartées des secteurs jugés stratégiques. Les concessions sont renégociées au nom de la sécurité nationale américaine. Des entreprises minières américaines, canadiennes et alliées obtiennent des droits privilégiés. Les terres rares deviennent un argument central. Washington veut réduire sa dépendance aux chaînes d'approvisionnement dominées par Pékin. Le Groenland est présenté comme un pilier de la souveraineté industrielle occidentale.

Les discours environnementaux changent de ton. Avant l'accord, le Groenland était souvent présenté comme un espace fragile, menacé par le réchauffement climatique, symbole de la crise planétaire. Après l'accord, il devient aussi un territoire d'exploitation responsable, d'innovation arctique, de transition énergétique, de minerais nécessaires aux technologies vertes. Le vocabulaire est magnifique. Il permet de creuser la terre au nom de la planète. L'humanité n'est jamais à court d'élégance lorsqu'il faut justifier une pelle mécanique.

Les ONG environnementales dénoncent rapidement les risques : pollution, perturbation des écosystèmes, destruction de zones sensibles, pressions sur les communautés locales, dépendance économique à l'extraction, militarisation du territoire, accélération de projets portuaires et miniers dans des zones déjà fragilisées par le climat. Les autorités américaines répondent par des normes, des audits, des consultations, des garanties. Le papier protège beaucoup de choses, surtout la conscience de ceux qui signent.

Les entreprises technologiques s'installent aussi. Le froid devient une ressource pour des centres de données. Les réseaux satellitaires couvrent mieux le territoire. Des systèmes de communication sécurisée sont installés pour les besoins militaires et civils. Des expérimentations logistiques sont menées avec des drones, des véhicules autonomes, des capteurs environnementaux, des plateformes de surveillance maritime. Le Groenland devient laboratoire. Ce mot devrait toujours inquiéter les habitants d'un territoire. Il signifie souvent que quelqu'un d'extérieur vient tester son avenir.

Socialement, les fractures s'approfondissent. Les zones proches des projets américains bénéficient d'emplois et d'investissements. D'autres restent marginalisées. Les prix montent dans certaines villes. Les logements deviennent plus chers. Des travailleurs étrangers arrivent. La culture locale est mise en vitrine dans les programmes de communication, tandis que les décisions stratégiques se prennent de plus en plus

loin. Les autorités américaines financent des centres culturels, des programmes pour la langue groenlandaise, des événements patrimoniaux. On protège le folklore pendant qu'on déplace le pouvoir. Technique éprouvée.

Les partisans de l'accord défendent les résultats : plus d'argent, plus d'infrastructures, plus de visibilité mondiale, plus de protection militaire, plus d'accès aux études et aux marchés. Les opposants répondent que le prix est la souveraineté réelle, le contrôle des ressources, l'équilibre culturel et le droit à décider du rythme du changement. Les deux camps parlent parfois de choses différentes. L'un parle de conditions de vie. L'autre parle de destin collectif. Les empires adorent opposer les deux, puis se présenter comme les seuls adultes de la pièce.

Peu à peu, le Groenland cesse d'être pensé comme une société. Il est décrit comme une plateforme. Plateforme énergétique. Plateforme militaire. Plateforme logistique. Plateforme climatique. Plateforme minière. Plateforme numérique. Ce mot est pratique : il aplatit tout. Les habitants deviennent des partenaires locaux, des parties prenantes, des bénéficiaires, des populations concernées. Rarement des souverains.

La deuxième vague a donc produit le vrai basculement. Le traité a changé le droit. Les infrastructures changent le réel. Une fois les ports construits, les bases agrandies, les mines ouvertes, les réseaux installés et les emplois dépendants du système américain, revenir en arrière devient presque impossible. C'est ainsi que l'ordre s'enracine : en rendant sa propre présence utile.

Troisième vague de conséquences

La troisième vague dépasse le Groenland.

L'achat du Groenland devient le précédent juridique et politique majeur du siècle. Les chancelleries, les universités, les organisations internationales et les mouvements autochtones s'en emparent. Peut-on céder un territoire habité sans référendum préalable clair ? Une puissance peut-elle acquérir un espace stratégique par transaction en respectant formellement le droit tout en contournant l'esprit de l'autodétermination ? À partir de quel moment une compensation économique devient-elle un achat de souveraineté ? Le consentement peut-il être différé, encadré, promis pour plus tard, lorsque les conséquences sont déjà irréversibles ?

Ces questions ne restent pas académiques. Des États insulaires, des territoires autonomes, des régions riches en ressources, des zones côtières menacées par le climat et des pays endettés regardent l'affaire avec in-

quiétude. Si le Groenland peut être cédé au nom de la sécurité, du développement et de la protection stratégique, qu'est-ce qui empêchera demain une puissance d'obtenir un port, une île, une bande littorale, une zone économique exclusive, une base permanente ou une concession quasi souveraine ? Le vieux colonialisme prenait la terre par la force. Le nouveau peut proposer un plan d'investissement, un statut spécial et des garanties environnementales.

Dans le Sud global, le dossier devient un symbole. Des dirigeants africains, latino-américains, asiatiques et océaniens dénoncent un néocolonialisme contractuel. Les slogans sont simples, donc efficaces : « Aujourd'hui le Groenland, demain nos îles. » Des mouvements autochtones établissent des parallèles entre la cession du Groenland et les longues histoires de dépossession territoriale sous couvert de traités, protections, achats forcés, accords inégaux ou développement. Les États-Unis se défendent en parlant de droit, d'accord souverain, d'investissement et de stabilité. Les critiques répondent que le droit a souvent été utilisé pour donner une grammaire propre au vol.

L'Arctique entre dans une nouvelle guerre froide climatique.

La Russie accélère sa militarisation du Grand Nord. Elle modernise ses bases, augmente ses patrouilles, renforce ses capacités de brise-glace, teste de nouveaux systèmes adaptés aux conditions polaires. Elle présente la présence américaine au Groenland comme une menace directe. Les exercices russes se rapprochent des zones surveillées. Les incidents aériens et maritimes se multiplient. Chacun affirme agir défensivement. C'est la règle universelle des grandes puissances : personne n'encercle jamais personne, tout le monde se protège seulement avec beaucoup de matériel offensif.

La Chine répond par une stratégie d'évitement et d'expansion indirecte. Elle sait que le Groenland est désormais verrouillé. Elle investit donc davantage dans d'autres marges : ports nordiques, coopération scientifique, câbles, infrastructures dans des États arctiques ou proches de l'Arctique, partenariats énergétiques, recherche polaire, routes maritimes. Elle pousse l'idée d'une gouvernance internationale plus ouverte de l'Arctique, non parce qu'elle a soudain découvert une passion pour le bien commun, mais parce qu'un Arctique dominé par les États riverains et les États-Unis la désavantagerait.

L'Union européenne, humiliée par le basculement groenlandais, tente de se doter d'une stratégie arctique plus sérieuse. Elle finance la recherche, renforce ses liens avec les pays nordiques, parle de souveraineté

stratégique, de normes environnementales, de protection des peuples autochtones et de présence européenne dans le Grand Nord. Mais elle part avec un handicap : elle a perdu un levier majeur avant d'avoir compris qu'il était majeur. L'Europe, une fois de plus, découvre le prix de son sommeil géopolitique. Elle rédige de très bons principes après que d'autres ont déplacé les frontières.

Dans le droit international, la « doctrine Groenland » devient une expression courante. Elle désigne la possibilité pour une puissance d'acquérir un contrôle souverain ou quasi souverain sur un territoire stratégique par un accord formel, compensé, légalement défendable, mais politiquement contesté. Des juristes tentent de renforcer les normes sur l'autodétermination. Des ONG demandent que tout transfert de souveraineté sur un territoire habité soit impossible sans référendum préalable, libre, informé, contrôlé internationalement. Les grandes puissances écoutent avec intérêt, puis classent selon leurs besoins. Le droit international est souvent un texte sacré que les puissants citent quand il regarde dans leur direction.

À long terme, le Groenland américain devient un modèle et un avertissement. Pour les États-Unis, il est une victoire stratégique : contrôle direct d'un territoire arctique majeur, accès aux ressources, renforcement militaire, verrouillage face à la Russie et à la Chine, démonstration de puissance sans guerre. Pour les critiques, il est la preuve que la souveraineté contemporaine reste vulnérable lorsque se croisent dépendance économique, pression stratégique, faiblesse démographique et richesse des ressources.

Au Groenland même, une nouvelle génération grandit sous statut américain. Elle parle davantage anglais, étudie dans des universités américaines, travaille dans les secteurs liés aux infrastructures, aux mines, aux bases ou aux services. Une partie se sent plus connectée au monde. Une autre ressent une perte lente, moins spectaculaire qu'une invasion, mais plus difficile à réparer : la transformation du pays en avant-poste. La langue, les traditions, les rapports à la terre, les rythmes communautaires, les formes locales de décision doivent composer avec une puissance qui ne veut pas forcément tout effacer, mais qui réorganise tout autour de ses priorités.

La question de l'indépendance revient régulièrement. Mais elle est plus difficile qu'avant. Comment devenir indépendant lorsque les infrastructures essentielles, les emplois, la défense, les réseaux numériques, les contrats miniers, les ports et les revenus dépendent du système américain ? L'indépendance était déjà complexe sous tutelle danoise. Elle de-

vient presque théorique sous architecture américaine. Le piège est là : on promet une souveraineté future après avoir construit les dépendances qui la rendront impraticable.

La troisième vague révèle donc le sens profond de la bifurcation. L'achat du Groenland ne change pas seulement le statut d'une île. Il change la manière dont le monde pense les marges stratégiques. Il rouvre une question que le XXe siècle croyait avoir enterrée sous les chartes internationales : un territoire peut-il redevenir un butin, si le contrat est assez propre ?

La réponse de cette uchronie est brutale.

Oui.

Les gagnants et les perdants

Les États-Unis sont les premiers gagnants. Ils obtiennent un avantage territorial, militaire, énergétique et symbolique considérable. Le Groenland leur donne une profondeur arctique directe, renforce leur surveillance du pôle Nord, améliore leur position face à la Russie, limite les marges chinoises dans l'Arctique occidental et ouvre un accès privilégié à des ressources critiques. Washington peut présenter l'opération comme une victoire sans guerre, une expansion stratégique par le droit, une preuve de vision à long terme. Les empires adorent les victoires qui ressemblent à des formalités administratives.

Le complexe militaro-industriel américain gagne aussi. La modernisation de Pituffik, la création d'infrastructures polaires, les systèmes de surveillance, les radars, les satellites, les drones, les bases, les communications sécurisées, les contrats logistiques et les exercices arctiques ouvrent un marché massif. Chaque tension avec la Russie ou la Chine justifie de nouveaux financements. Chaque fonte de glace devient une ligne budgétaire. La peur du futur est une excellente cliente.

Les entreprises minières et énergétiques figurent parmi les grands bénéficiaires. Les terres rares, les minerais stratégiques, les infrastructures portuaires, les concessions, les routes et les projets d'exploitation offrent des perspectives considérables. Les entreprises technologiques gagnent également : réseaux satellitaires, centres de données, capteurs, surveillance maritime, logistique autonome, cartographie, systèmes prédictifs. Le Groenland devient un espace d'expérimentation rentable, ce qui est souvent le stade le plus avancé de la poésie capitaliste.

Une partie des Groenlandais gagne aussi, et il faut le dire pour ne pas transformer le chapitre en sermon trop simple. Certains obtiennent des emplois, des formations, des revenus, des infrastructures, des soins améliorés, des connexions, des opportunités d'études, une visibilité internationale. Des entrepreneurs locaux profitent de la nouvelle économie. Des familles voient leur quotidien matériel s'améliorer. Les critiques de l'accord peuvent dénoncer une dépossession, mais les partisans peuvent répondre avec des routes, des salaires et des hôpitaux. Le réel est sale précisément parce qu'il donne parfois des arguments aux mauvaises structures.

Les perdants sont nombreux.

Les indépendantistes groenlandais perdent une partie de leur horizon politique. L'indépendance, déjà difficile, devient encore plus lointaine. Leur territoire n'est plus seulement lié à un petit État européen avec lequel une négociation semblait possible. Il est intégré à la stratégie d'une superpuissance mondiale. Le rapport de force change de nature. On ne se sépare pas de Washington comme on renégocie avec Copenhague.

Le Danemark perd sa crédibilité morale et une partie de son statut arctique. Même s'il reçoit des compensations et des garanties, il reste associé à une cession territoriale controversée. Il perd un levier géopolitique majeur, se fracture politiquement et doit affronter plus frontalement son passé colonial. Il pensait régler un problème stratégique ; il hérite d'un procès historique.

L'Union européenne perd une illusion. Elle découvre que ses États membres peuvent encore prendre des décisions aux conséquences mondiales sans qu'elle puisse véritablement les empêcher. Elle perd aussi une forme d'accès indirect au Grand Nord. Son discours sur l'autonomie stratégique sonne creux face à un acte américain aussi massif. Les institutions européennes peuvent produire des normes, mais elles ne possèdent pas le territoire qui vient de basculer.

La Russie et la Chine perdent de l'espace stratégique, mais gagnent un argument de propagande. Elles peuvent dénoncer l'impérialisme américain, utiliser l'affaire pour discréditer Washington et renforcer leur propre discours sur l'hypocrisie occidentale. Cela ne les rend pas plus vertueuses. Cela leur donne seulement une munition rhétorique. Les puissances adorent les fautes morales de leurs rivales. Elles s'en servent pour dissimuler les leurs, avec une joie presque enfantine.

L'environnement arctique est l'un des grands perdants silencieux. La militarisation, l'extraction, les routes, les ports, les bases, les pipelines éventuels, les chantiers, la circulation accrue et la pression industrielle

s'ajoutent à un écosystème déjà fragilisé par le réchauffement. Les discours de développement durable accompagnent les projets, mais l'équation reste brutale : un territoire plus stratégique devient rarement plus protégé. Il devient plus surveillé, plus exploité, plus justifié.

Le droit à l'autodétermination perd aussi. Pas dans les textes. Dans la pratique. Le cas groenlandais montre qu'un peuple peut être placé devant un fait accompli préparé par des États, puis invité à participer ensuite à l'ajustement de son propre basculement. Le consentement devient une étape de stabilisation, non une condition préalable. C'est une inversion dangereuse. Quand le peuple arrive après la signature, il ne décide plus du destin. Il négocie les dégâts.

Les gagnants et les perdants ne forment donc pas deux camps moralement purs. Des Groenlandais peuvent gagner matériellement et perdre politiquement. Le Danemark peut gagner financièrement et perdre moralement. Les États-Unis peuvent renforcer la sécurité occidentale tout en ravivant une logique coloniale. L'Europe peut dénoncer l'affaire tout en ayant longtemps négligé l'importance stratégique du territoire. La Russie et la Chine peuvent critiquer un précédent dangereux sans renoncer à leurs propres appétits.

C'est précisément pour cela que cette uchronie fonctionne. Elle n'oppose pas le bien au mal. Elle montre comment le pouvoir transforme une absurdité apparente en opération rationnelle.

Et comment, une fois l'opération réussie, chacun trouve une bonne raison de vivre avec.

La zone sombre

La zone sombre de ce scénario tient dans une phrase simple : le territoire redevient un butin, mais le butin a appris à signer des contrats.

L'époque moderne aime se croire débarrassée des vieilles brutalités territoriales. Elle regarde les cartes coloniales avec une indignation confortable. Elle condamne les ventes de terres, les protectorats forcés, les traités inégaux, les frontières tracées par des puissances extérieures. Elle répète que les peuples disposent d'eux-mêmes, que les souverainetés sont respectées, que le droit international protège les territoires habités contre les transactions de grande table. Très joli. Très propre. Très utile pour dormir.

Mais sous cette couche morale, la logique du butin n'a jamais disparu. Elle a changé de tenue. Elle s'exprime par les bases militaires, les concessions minières, les ports sous bail, les dettes, les accords énergétiques, les

zones franches, les partenariats de sécurité, les investissements conditionnés, les infrastructures critiques, les dépendances numériques. On ne plante plus forcément un drapeau. On installe un réseau, une garnison, un contrat d'exploitation, une plateforme logistique, un système de paiement, une dette impossible à renégocier. La souveraineté reste sur le papier. Le contrôle passe ailleurs.

Dans cette uchronie, l'achat du Groenland rend cette logique visible jusqu'à l'indécence. Ce que le monde contemporain préfère faire par couches successives – influence, investissement, dépendance, présence militaire, contrôle des ressources – est condensé en un acte unique. Acheter. Même si le mot est ensuite remplacé par des formules plus acceptables, il a déjà fait son travail. Il a révélé l'imaginaire profond : certains territoires sont regardés comme des positions à acquérir, des richesses à sécuriser, des plateformes à administrer.

Le pire n'est pas que les États-Unis agissent par intérêt. Tous les États le font, avec plus ou moins d'hypocrisie et de puissance. Le pire est que l'intérêt puisse être présenté comme libération, développement, sécurité et modernisation. La domination contemporaine ne dit pas toujours « obéis ». Elle dit « nous allons t'aider à te connecter au monde ». Elle dit « nous allons protéger tes ressources ». Elle dit « nous allons créer des emplois ». Elle dit « nous allons te donner les infrastructures que ton ancien tuteur n'a pas su financer ». Elle dit « nous reviendrons plus tard sur la question de ton statut final ». Plus tard, bien sûr. Quand les routes, les bases, les mines, les ports et les dépendances auront rendu toute sortie presque suicidaire.

La zone sombre est aussi écologique. Le Groenland, symbole de la fonte des glaces, devient dans cette uchronie un territoire exploité grâce à cette même fonte. La catastrophe climatique ouvre des routes, libère des sols, rend certains projets plus réalistes, attire les investisseurs. La planète signale un danger ; les puissances y lisent une opportunité. Il y a là quelque chose de presque parfait dans l'horreur. L'incendie révèle un coffre, et au lieu d'éteindre l'incendie, chacun demande qui possède la clé.

La zone sombre est enfin culturelle. Les peuples autochtones et les petites populations territoriales sont souvent célébrés lorsqu'ils incarnent une mémoire, une tradition, un rapport à la terre, une poésie utile aux discours internationaux. Mais dès que leur territoire devient stratégique, leur souveraineté réelle se rétrécit. On les consulte, on les filme, on les finance, on les invite aux conférences, on traduit certains panneaux, on soutient des programmes de langue. Et pendant ce temps, les décisions

lourdes se prennent dans les capitales, les conseils d'administration, les quartiers généraux et les traités.

On ne détruit pas forcément une culture en l'interdisant. On peut aussi la transformer en patrimoine local dans un territoire administré par d'autres.

C'est plus doux.

Donc plus durable.

Le Groenland américain de cette uchronie n'est pas seulement une conquête froide. C'est une démonstration. Il montre comment une puissance peut absorber un territoire sans débarquement hostile, comment un État peut céder moralement plus qu'il ne possède, comment une population peut être prise entre développement et dépossession, comment l'environnement peut devenir argument d'exploitation, comment le droit peut protéger la forme d'une violence sans empêcher son fond.

Le vieux colonialisme disait : cette terre est à nous parce que nous pouvons la prendre.

Le nouveau dit : cette terre entre dans notre partenariat stratégique parce que toutes les parties concernées y trouveront des bénéfices à long terme.

La phrase est plus longue.

Le résultat peut être étrangement familier.

Retour au réel

Dans notre réalité, le Danemark n'a pas vendu le Groenland et le territoire n'est pas devenu américain. La proposition formulée par Donald Trump en 2019 a été rejetée, mais l'affaire ne s'est pas refermée avec son premier mandat.

Depuis son retour à la présidence des États-Unis en janvier 2025, Donald Trump a de nouveau affirmé que Washington devait obtenir le contrôle du Groenland au nom de la sécurité américaine et occidentale. Le 7 juillet 2026, lors du sommet de l'OTAN à Ankara, il a encore déclaré que le territoire devrait être contrôlé par les États-Unis plutôt que par le Danemark. Les autorités danoises et groenlandaises ont répondu sans ambiguïté : le Groenland n'est pas à vendre et son avenir appartient aux Groenlandais.

Cette relance transforme la lecture de l'épisode de 2019. Il ne s'agit plus seulement d'une étrangeté présidentielle classée dans les archives

d'un premier mandat. L'idée est devenue une revendication politique ré-pétée, même si aucun transfert de souveraineté n'a eu lieu et si les institutions groenlandaises la refusent.

L'intérêt stratégique, lui, n'a rien de fictif. Les États-Unis disposent déjà de Pituffik Space Base, anciennement appelée base aérienne de Thulé, intégrée à leurs dispositifs de surveillance spatiale et d'alerte antimissile. La fonte des glaces, les routes maritimes, les ressources critiques et la rivalité avec la Russie et la Chine renforcent la valeur géopolitique du territoire.

Le Groenland reste en outre traversé par une tension réelle entre autonomie, éventuelle indépendance, dépendance économique envers le Danemark, protection de l'environnement et attraction des investissements extérieurs. Son immense superficie, sa faible population et sa position arctique en font un espace où le droit à l'autodétermination rencontre brutalement les calculs des grandes puissances.

Cette uchronie ne prétend donc pas que l'achat du Groenland est imminent ni qu'un accord serait juridiquement ou politiquement accepté. Elle pousse jusqu'au bout une logique désormais explicite : que se passerait-il si une puissance transformait une revendication de contrôle en transaction présentée comme rationnelle, protectrice et rentable ?

Le rire de 2019 paraît aujourd'hui moins confortable. L'idée reste contestée, mais elle n'est plus un épisode mort. Elle est devenue l'un des symptômes les plus visibles du retour de la géographie brute dans le débat international.

Chute

Le plus inquiétant, dans cette histoire, n'est pas que Donald Trump ait voulu acheter le Groenland. Un président américain regardant un territoire stratégique comme une opportunité d'acquisition, ce n'est pas exactement une météorite morale tombée sur une humanité innocente. Les grandes puissances ont toujours eu des désirs territoriaux. Elles les habillent seulement mieux quand elles ont de bons conseillers.

Le plus inquiétant est que l'idée avait une logique.

Elle était vulgaire, brutale, diplomatiquement grotesque. Mais elle n'était pas vide. Elle pointait vers l'Arctique, vers les ressources, vers la fonte des glaces, vers les routes maritimes, vers la Russie, vers la Chine, vers les bases militaires, vers les terres rares, vers le vieux rêve américain d'avoir une main plus directe sur le haut du monde. Elle révélait ce que le

langage diplomatique dissimule souvent : certains territoires sont regardés non pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils permettent.

Dans cette autre Histoire, le Groenland devient américain parce que le monde accepte de confondre développement et dépossession, sécurité et absorption, partenariat et achat, avenir et contrôle. Le traité ne ressemble pas à une invasion. C'est ce qui le rend plus dangereux. Il n'a pas besoin de ruines pour produire une perte. Il suffit que les bonnes personnes signent au bon endroit pendant que les habitants apprennent qu'ils seront consultés plus tard.

Le Groenland n'a pas été vendu dans notre monde.

Mais pendant quelques jours, en 2019, une absurdité a ouvert une fenêtre sur le siècle qui vient.

Et derrière cette fenêtre, il n'y avait pas seulement de la glace.

Il y avait des cartes, des mines, des bases, des routes, des puissances en embuscade, et cette vieille vérité que l'Histoire moderne déteste reconnaître : lorsqu'un territoire devient assez stratégique, il trouve toujours quelqu'un pour demander son prix.